



Présentation de l'Alberta

Avril 2018

© DG Trésor

L'Alberta, province la plus dynamique du Canada au cours de la dernière décennie, est le moteur de la croissance économique canadienne grâce à l'importance de son secteur énergétique. Le PIB de la province s'élève à 339,2 MdCAD en 2017 et représente 15,9% du PIB du Canada. La chute des prix du pétrole a plongé la province dans la récession en 2015 et 2016 (-3,7% et -3,8% du PIB réel). Les impacts sur les investissements du secteur énergétique ainsi que sur les finances publiques ont été importants. L'Alberta a cependant connu un rebond significatif en 2017 (+4,3%), qui devrait se poursuivre en 2018 avec une croissance estimée à 2,7%. La présence des entreprises françaises est centrée sur la production et les services pour les hydrocarbures.





Présentation générale

L'Alberta, le « Texas » canadien

11,7% de la population du Canada

PIB nominal (2017):
339,2 MdCAD
(15,9 % du PIB Canadien)

Croissance population en Alberta (2017) :
+1,2%

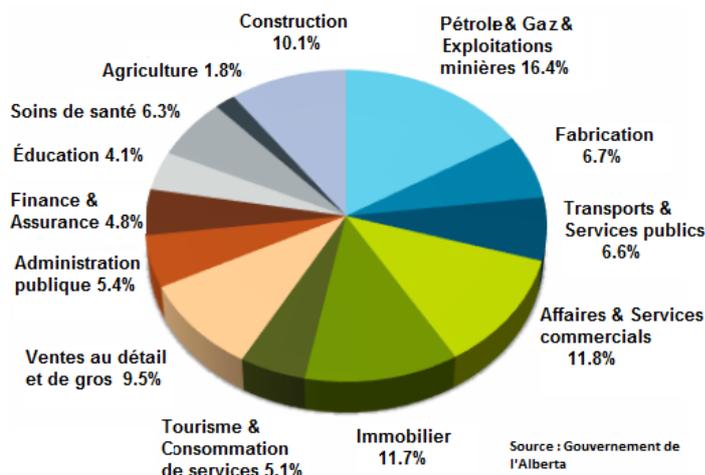
Croissance population au Canada (2017) :
+1,2%

PIB/hab. : **79 000 CAD**

L'Alberta est la 4^{ème} province la plus peuplée du Canada avec 4,3 millions d'habitants soit près de 12% de la population du Canada. Sa superficie, 661 848 km², est équivalente à celles de la France, du Benelux et de la Suisse réunies. Edmonton est la capitale provinciale (1,3 millions d'habitants) tandis que Calgary (1,4 millions d'habitants) constitue le centre économique. En 10 ans (2007-2017), la population albertaine a cru de 22%, soit la plus forte hausse enregistrée parmi les provinces et les États d'Amérique du Nord (+11,6% en moyenne au Canada). La province a enregistré en 2017 un solde positif de migration internationale (+37 500 personnes) et un solde légèrement positif de migration interprovincial (+2 000 personnes), alors que la récession avait résulté en un solde interprovincial négatif en 2016.

Après s'être contracté de 3,7% en 2015 et de 3,8% en 2016, le PIB de l'Alberta est en croissance de 4,3% en 2017. La reprise est essentiellement due au rebond des cours mondiaux du pétrole. Cependant l'impact de la récession n'est pas encore effacé : le PIB réel devrait dépasser le niveau de 2014 en 2019 seulement. Par ailleurs, si l'emploi a globalement repris, avec un taux de chômage passé de 8,1% en 2016 à 6,7% en février 2018, le nombre d'emplois dans certains secteurs reste inférieur au niveau d'avant la crise.

Le PIB de l'Alberta se décomposait en 2016 de la manière suivante :



L'économie albertaine repose sur d'importantes ressources énergétiques, forestières, agricoles et touristiques. Avec des réserves estimées à 170 milliards de barils (soit 13% des réserves mondiales prouvées), l'Alberta constitue la 3^{ème} réserve mondiale de pétrole, derrière le Venezuela et l'Arabie Saoudite. Le secteur énergétique reste prépondérant dans le PIB malgré une nette diminution de sa part relative pendant la crise (16,4% du PIB réel en 2016 contre 30% en 2014). Celle-ci s'explique par trois facteurs : la diminution de la part relative du secteur énergétique dans le PIB provient de la faiblesse du prix du pétrole (effet valeur) ; la production a en outre été réduite cette en raison des incendies de Fort McMurray (effet volume) ; enfin 2016 est l'année où il s'est foré le moins de puits en 39 ans (effet volume).¹ En 2017, la production de pétrole est repartie à la hausse (+13% au cours des 9 premiers mois). Les investissements sont en forte croissance, notamment pour les hydrocarbures conventionnels, dont le point mort est plus bas. Les investissements dans ce secteur ont cru de 60% au cours de l'année et sont au même niveau que les investissements dans les activités non-conventionnelles (essentiellement les sables bitumineux) pour la première fois depuis 2011.

¹ Selon L'Association canadienne des entreprises de forage pétrolier.



	<p>Calgary concentre la quasi-totalité des sièges sociaux des sociétés canadiennes et étrangères du secteur des hydrocarbures alors qu'Edmonton se positionne en base arrière industrielle des chantiers de Fort McMurray pour l'extraction du pétrole issu des sables bitumineux.</p> <p>Après une diminution de 7,6% en 2016, le secteur de la fabrication a renoué avec la croissance en 2017. Les exportations de biens manufacturés ont notamment augmenté de 7% en 2017 et devraient augmenter de 4% en 2018. Cette croissance est due, entre autres, à l'ouverture de la raffinerie de Sturgeon, première nouvelle raffinerie au Canada en 30 ans. L'industrie chimique a participé à la croissance grâce à l'expansion du site de production de polyéthylène de Joffre. Le gouvernement provincial a mis en place un Plan de Diversification de la Pétrochimie (PDP) en 2016, qui se poursuit encore.</p> <p>L'agriculture et le secteur du bois sont en forte croissance. L'Alberta, traditionnellement peu exportatrice de produits transformés, voit son secteur agroalimentaire se renforcer. En 2017, les exportations de produits alimentaires sont composées de 50% de produits primaires et de 50% de produits transformés, contre un ratio de 65%-35% en 2008. Les exportations de produits agroalimentaires ont crû de 12% en 2017.</p> <p>Enfin le secteur des services, qui représente 60% du PIB de l'Alberta en 2017, est le secteur qui a le mieux résisté à la crise. Il poursuit une croissance modérée, attendue à 1,9% en 2018 et 2,3% en moyenne à horizon 2021.</p>					
<p>Perspectives économiques</p>	<p>Après une forte reprise en 2017, les prévisions économiques de 2018 misent sur une expansion modérée de l'économie.</p>					
<table border="1" data-bbox="124 1167 405 1568"> <tr> <td>Croissance PIB réel (2016) : -3,8%</td> </tr> <tr> <td>Croissance PIB réel (2017) : 4,3%</td> </tr> <tr> <td>Croissance PIB réel (2018e) : +2,5%</td> </tr> <tr> <td>Chômage (2017) : 7,9% (Canada : 6,9%)</td> </tr> <tr> <td>Chômage (2018e) : 6,7%</td> </tr> </table>	Croissance PIB réel (2016) : -3,8%	Croissance PIB réel (2017) : 4,3%	Croissance PIB réel (2018e) : +2,5%	Chômage (2017) : 7,9% (Canada : 6,9%)	Chômage (2018e) : 6,7%	<p>La province de l'Alberta sort progressivement de la crise causée par la chute des prix du pétrole en 2015 et 2016. La forte croissance de l'année 2017 (4,3%) devrait toutefois s'atténuer en 2018 (prévisions à 2,5%), étant donné que le secteur de l'énergie et les investissements, après avoir repris en force au lendemain de la récession, devraient atteindre une « vitesse de croisière ».</p> <p>Les activités de forage ont doublé en 2017 et la production de pétrole a augmenté de 13% au cours des 9 premiers mois de l'année. Toutefois, cette croissance de la production s'explique par le contexte particulier de 2016, année des incendies de Fort McMurray qui avaient eu un impact significatif sur la production. En outre, la poursuite de la reprise des investissements dépendra du niveau de croissance des cours du pétrole. In fine, les prévisions indiquent une poursuite de la croissance du secteur énergétique en 2018, mais plus lente qu'en 2017.</p>
Croissance PIB réel (2016) : -3,8%						
Croissance PIB réel (2017) : 4,3%						
Croissance PIB réel (2018e) : +2,5%						
Chômage (2017) : 7,9% (Canada : 6,9%)						
Chômage (2018e) : 6,7%						
<p>Politique publique</p>	<p>Le budget provincial durablement impacté par la conjoncture</p>					
<table border="1" data-bbox="124 1664 405 1928"> <tr> <td>Solde budgétaire (2016-2017) : -8,8 MdCAD (-2,6% du PIB)</td> </tr> <tr> <td>Ratio dette/PIB (2018) : 16% (1^{ère} province) (Canada : 31,6%)</td> </tr> </table>	Solde budgétaire (2016-2017) : -8,8 MdCAD (-2,6% du PIB)	Ratio dette/PIB (2018) : 16% (1 ^{ère} province) (Canada : 31,6%)	<p>Le déficit provincial pour l'exercice 2018-2019 est de 8,8 MdCAD, soit 2,6% du PIB. La dette publique est passée de 6,1% du PIB en 2016 à 16% en 2018. Le Ministre des Finances Joe Ceci table sur un retour à l'équilibre budgétaire à l'horizon 2024, avec une dette de 69 MdCAD. Le gouvernement sera toutefois soumis à réélection en 2019.</p> <p>Elu en 2015, le gouvernement du NPD a choisi d'accroître la pression fiscale sur les particuliers et les entreprises, à contre-courant de la politique fiscale menée par le précédent gouvernement conservateur. Le gouvernement NPD entend compenser la baisse des revenus tirés des énergies fossiles (les revenus des royalties ont chuté de 90%, à 1,4 MdCAD pour l'exercice fiscal 2016-2017) et doit financer des dépenses croissantes dans l'éducation et la santé ainsi que des investissements destinés à soutenir la diversification de l'économie de l'Alberta. L'agence Standard & Poor's a dégradé la note de l'Alberta de AA à A+ en mai 2017.</p>			
Solde budgétaire (2016-2017) : -8,8 MdCAD (-2,6% du PIB)						
Ratio dette/PIB (2018) : 16% (1 ^{ère} province) (Canada : 31,6%)						



	<p>Dans le cadre de la stratégie de lutte contre le changement climatique, en janvier 2017, le gouvernement Albertain a mis en place une taxe carbone fixé à 20CAD/tonne puis 30CAD/tonne en 2018 et 50CAD/tonne d'ici 2022. Celle-ci devrait rapporter 1,7MdcAD par an. En 2015, l'Alberta s'est engagé à mettre un terme d'ici 2030 à la production de ses centrales au charbon, première source d'électricité dans la province et à dédier 30% de la production d'électricité aux énergies renouvelables.</p>	
<p>Aspects sectoriels</p>	<p>La province est particulièrement exposée aux risques conjoncturels du secteur de l'énergie</p>	
<table border="1"> <tr> <td> <p><u>Revenus du secteur de l'énergie (2016) :</u> 56,8 MdcAD</p> <p>(Sables bitumineux : 63,5% Pétrole brut conventionnel : 13,3% ; Charbon et soufre : 1,4% Gaz naturel et liquide : 21,8%)</p> <p><u>Revenus du secteur de l'énergie (2015) :</u> 88,5 MdcAD</p> <p><u>Total des exportations énergétiques (2016) :</u> 51 MdcAD</p> <p>(Pétrole brut : 86,1% Gaz naturels et liquides : 14,5% Soufre et charbon : 0,8%)</p> </td> </tr> </table>	<p><u>Revenus du secteur de l'énergie (2016) :</u> 56,8 MdcAD</p> <p>(Sables bitumineux : 63,5% Pétrole brut conventionnel : 13,3% ; Charbon et soufre : 1,4% Gaz naturel et liquide : 21,8%)</p> <p><u>Revenus du secteur de l'énergie (2015) :</u> 88,5 MdcAD</p> <p><u>Total des exportations énergétiques (2016) :</u> 51 MdcAD</p> <p>(Pétrole brut : 86,1% Gaz naturels et liquides : 14,5% Soufre et charbon : 0,8%)</p>	<p><u>Énergie et matières premières</u></p> <p>L'économie de l'Alberta est largement dépendante du secteur énergétique et de la demande énergétique américaine, malgré la croissance de la demande asiatique. La demande américaine représente 99% des exportations énergétiques de la province contre 92% pour l'ensemble du Canada. En Alberta, le secteur de l'énergie a généré 56,8 MdcAD de revenus en 2016, dont 63,5% liés à l'extraction des sables bitumineux et 21,8% au gaz naturel. La province exporte 51 MdcAD de sa production énergétique. Le pétrole représente 86,1% de ces exportations.</p> <p>L'Alberta dispose d'un cadre fiscal incitatif pour les projets d'extraction pétrolière et gazière. Constatant que le régime de royalties sur le gaz naturel et le pétrole classique avait une incidence négative sur sa compétitivité vis-à-vis de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, la province a abaissé en 2011 ses taux de redevance (de 50% à 40% pour le pétrole classique, de 50% à 36% pour le gaz naturel).</p> <p>L'Alberta, prévoit une augmentation significative de sa production de pétrole : 4Mb/j d'ici 2024 contre 3,2 Mb/j en 2017.² Le gouvernement de l'Alberta estime que la production devrait augmenter de 300 000 b/j en 2018. Cette croissance résulte notamment de la mise en activité fin 2017 du mégaprojet de Fort Hills (sables bitumineux), d'une capacité de production de 194 000 b/j. Des capacités de production de 380 000 b/j devraient être ajoutées entre 2019 et 2021.</p> <p>Dans ce contexte, la diversification des voies d'accès aux marchés revêt une importance décisive. En raison d'un goulot d'étranglement au niveau des pipelines, le pétrole lourd de l'Alberta (<i>West Canadian Standard</i> ou WCS) est essentiellement exporté vers les Etats-Unis. Or, de moindre qualité que le <i>Western Texas Intermediate</i> (WTI), le WCS s'échange sur le marché américain avec un différentiel défavorable par rapport au WTI de 14,5 USD par baril en 2017 ; d'où l'importance pour l'Alberta d'accéder à des marchés sur lesquels le WCS est mieux coté.</p> <p>Afin d'acheminer le pétrole brut issu des sables bitumeux vers les marchés porteurs d'Asie-Pacifique, le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain est un enjeu décisif pour la province. Le projet, évalué à 5,4 MdcAD, permettrait de tripler la capacité de transport actuelle vers la côte Pacifique, à 890 000b/j. Le projet a été approuvé au niveau fédéral et les travaux ont débuté. Le projet est cependant contesté en Colombie-Britannique et a été porté jusqu'à la Cour suprême provinciale – notamment sur des questions de consultation des peuples autochtones et de normes environnementales. Une décision favorable à la poursuite des travaux a été rendue fin mars 2018, mais certains élus de Colombie-Britannique entendent porter le cas à la Cour suprême du Canada.</p> <p>Par ailleurs, le projet d'oléoduc Keystone XL, porté par le consortium TransCanada permettra d'acheminer 830 000 barils de pétrole albertain supplémentaires par jour jusqu'aux raffineries américaines situées près de Houston, pour réexportation. Ce projet</p>
<p><u>Revenus du secteur de l'énergie (2016) :</u> 56,8 MdcAD</p> <p>(Sables bitumineux : 63,5% Pétrole brut conventionnel : 13,3% ; Charbon et soufre : 1,4% Gaz naturel et liquide : 21,8%)</p> <p><u>Revenus du secteur de l'énergie (2015) :</u> 88,5 MdcAD</p> <p><u>Total des exportations énergétiques (2016) :</u> 51 MdcAD</p> <p>(Pétrole brut : 86,1% Gaz naturels et liquides : 14,5% Soufre et charbon : 0,8%)</p>		

² Source Statistique Canada



<p><u>Revenus des principaux produits agricoles (2016) : 13,5 MdCAD</u></p> <p>Viande bovine : 4,58 MdCAD Canola : 2,85 MdCAD Blé : 1,9 MdCAD Porc : 400 MCAD</p> <p>Montant total des exportations agro-alimentaires (2016) : 9,8 MdCAD</p>	<p>d'oléoduc souterrain de 1900 kms de long a obtenu l'approbation de l'administration américaine en mars 2017.</p> <p>Le marché des énergies renouvelables pourrait être dans les prochaines années en pleine expansion compte tenu des cibles que la province s'est fixée pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre (la province veut fermer ses centrales au charbon d'ici 2030).</p> <p><u>Agriculture et agroalimentaire</u></p> <p>L'Alberta possède 20,3 millions d'hectares de terres agricoles. En 2016, la production agricole de la province était de 13,5 MdCAD, soit 22% de la production agricole du Canada. En valeur, la production liée au bétail est la plus élevée du Canada et celle liées aux récoltes est la deuxième.</p> <p>L'Alberta est le 1^{er} exportateur de produits carnés et 3^{ème} exportateur agricole du Canada, derrière la Saskatchewan et l'Ontario. Les exploitations sont essentiellement tournées vers l'élevage bovin (4,58 MdCAD en 2016), le canola (équivalent du colza, 2,85 MdCAD) et les cultures céréalières (blé, 1,9 MdCAD). La production agricole de l'Alberta est largement destinée à l'exportation et représente un montant de 8,8 MdCAD en 2016. Les États-Unis restent le principal partenaire commercial de l'Alberta, représentant 40,5% des exportations agroalimentaires (4 MdCAD). Les exportations vers la Chine, le deuxième marché le plus important de l'Alberta, se sont chiffrées à 1,4 MdCAD, suivies du Japon avec 1,1 MdCAD. Ces trois marchés représentent 66,5% des exportations agricoles de l'Alberta en 2016.</p> <p><u>Hautes technologies</u></p> <p>Les principaux secteurs de hautes technologies en l'Alberta sont les technologies propres, les technologies de l'information et des communications (TIC), les sciences de la vie et les nanotechnologies. Le gouvernement de l'Alberta, à travers Alberta Innovates, accompagne l'industrie TIC pour soutenir le développement de nouvelles technologies, accroître la commercialisation et développer de nouveaux marchés et opportunités. L'industrie des TIC comprend environ 4 600 entreprises et 45 000 employés, ce qui fait du secteur des TIC un des secteurs clés de l'Alberta.</p> <p>En Alberta, l'industrie aérospatiale est dominée par la production de systèmes géospatiaux et de ses composantes et pièces. Ce secteur emploie 6 000 salariés (compagnies aériennes et aéroports non compris). La province dispose d'un avantage concurrentiel dans les secteurs de la robotique et des systèmes de véhicules téléguidés, des sciences spatiales, géomatiques, des systèmes de navigation, et des services d'entretien et de réparation.</p>
<p>Relations bilatérales</p>	<p>La présence des entreprises françaises se maintient malgré la baisse des activités résultant de la chute des cours de l'énergie</p> <p>Les échanges commerciaux bilatéraux représentaient 359 MCAD en 2016, dont 179 MCAD d'importations en provenance de France. Ils sont constitués en majorité d'échange des produits agricoles, qui se sont élevés à environ 71,5 MCAD. Les principaux produits exportés par l'Alberta sont la viande de cheval, le colza et les boissons autres que les vins et spiritueux.</p> <p>La présence française en Alberta est centrée sur la production et les services pour les hydrocarbures. Total a fortement réduit ses effectifs en Alberta suite aux pertes enregistrées en 2016. Le groupe s'est retiré des sables bitumineux de l'Alberta et se concentrera désormais sur l'exploitation de pétrole plus rentable. Total a notamment cédé à son partenaire Suncor Energy 10% de sa participation dans le projet de Fort Hills. Depuis début 2017 toutefois, Total Energy Services Inc. est en négociation pour acquérir Savanna Energy Services Corp (un leader mondial de services énergétiques offrant des services de forage et d'entretien).</p>



La présence française est par ailleurs forte dans le secteur du BTP, notamment dans le cadre de la rénovation du périphérique de Calgary. La France est bien représentée dans le secteur de l'énergie et de l'environnement, au moment où l'Alberta s'est donnée pour objectif de transformer son mix électrique.

Au total, on dénombre environ 60 implantations françaises (essentiellement filiales, établissements commerciaux et usines).

Entreprises françaises implantées en Alberta

Energie : Total, IFP, Technip, Schlumberger, CGG Veritas, Air Liquide, Oxand, Areva, PCM, Saltel, Altamira (CNES), Schneider Electric, Veolia Environnement, Vam Premium (Vallourec), EDF Energies Nouvelles

Industrie / Transports / Environnement : Alstom, Safran (Snecma), Bolloré Logisitics, Thalès, Artelia, Foraco, Dalkia (Western Bioenergy Inc.), Engie (Pacific Bioenergy), Veolia

Construction : Bouygues (Colas), Soprema, Lafarge, Artelia, Vinci

TIC, Telecom & Nouveaux Media : Alcatel-Lucent, Geovia (Dassault Systemes)

Finance/Assurance : Société Générale, BNP-Paribas, Groupe SCIACI, First Energy Capital, Newedge

Biens de consommation et services : Sephora, Louis Vuitton, Roche Bobois, Essilor, L'Occitane en Provence, Hermes, Lacoste, Chanel, Groupe Louis Dreyfus, Servisair, Sodexo, Vitalaire, Veolia, Publicis, Ecomundo, ETDE Facility Management

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Ottawa.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Économique Régional d'Ottawa

Ambassade de France au Canada

42 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1M 2C9

Canada

Mise à jour par : Adrien Lauras

Revue par : Pierre Monigard

Validée par : Philippe Huberdeau

Version de novembre 2017

Sources : Statistique Canada, Gouvernement de la Province de l'Alberta et Banque Royale du Canada, Banque TD